

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=RHMC&ID_NUMPUBLIE=RHMC_545&ID_ARTICLE=RHMC_545_0007

Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique ?. Introduction

par Caroline DOUKI et Philippe MINARD

| Belin | Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine

2007/5 - n° 54-5

ISSN 0048-8003 | ISBN 978-2-7011-4573-0 | pages 7 à 21

Pour citer cet article :

— Douki C. et Minard P., Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique ?. Introduction, Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine 2007/5, n°54-5, p. 7-21.

Distribution électronique Cairn pour Belin.

© Belin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique ?

Introduction¹

Caroline Douki
Philippe Minard

La « globalisation » (ou « mondialisation », c'est selon) est devenue un thème omniprésent, non seulement à la une des journaux mais aussi dans les travaux scientifiques : l'économie a ouvert la voie, et les autres sciences sociales ont vite emboîté le pas. Mais l'ubiquité de la notion ne va pas sans ambiguïté, voire sans péril de contradiction du fait de sa « polysémie conflictuelle », pour reprendre l'expression de Frederick Cooper². Et les deux termes, dont l'un apparaît comme un simple décalque de l'anglais, sont-ils équivalents, interchangeable³ ? Le thème de « l'histoire globale » exerce aujourd'hui une incontestable séduction, tout comme celui des « circulations », ou des « connexions ». La rapidité avec laquelle ces thématiques ont été adoptées dans plusieurs secteurs scientifiques ou éditoriaux n'en fait pas pour autant des paradigmes scientifiques automatiquement pertinents dans tous les domaines où l'on tend à vouloir les appliquer. On est aussi en droit de rester vigilant face aux effets de légitimation par simple importation des thématiques venues d'autres contextes académiques ou scientifiques (qu'on ne prend parfois pas la peine d'expliquer ou traduire) : la réactivité ne signifie pas nécessairement l'abdication de tout esprit critique.

Face aux imprécisions ou aux glissements incontrôlés, sans doute convient-il de mieux distinguer entre deux aspects dans l'usage de la notion de

1. Nous tenons à remercier le CERI (FNSP, Paris) et l'IHMC-CNRS pour le concours qu'ils ont bien voulu nous apporter dans l'organisation de la table ronde du 9 juin 2007, dont ce numéro est issu. Merci en particulier à Romain Bertrand (CERI), qui a largement contribué à l'organisation de cette table ronde et à l'édition du présent volume. Serge Gruzinski, William Gervase Clarence-Smith et Patrick O'Brien n'ont malheureusement pas pu se joindre à nous à la date retenue.

2. Frederick COOPER, « What is the concept of globalization good for? An african historian's perspective », *African Affairs*, 100, 2001, p. 189-213, repris et mis en perspective avec d'autres concepts plurivoques (identité, modernité) dans la deuxième partie de Id., *Colonialism in Question. Theory, Knowledge, History*, Berkeley, University of California Press, 2005.

3. Le traducteur de l'article ci-dessus a rendu *globalization* par « mondialisation » (F. COOPER « Le concept de mondialisation sert-il à quelque chose? Un point de vue d'historien », *Critique internationale*, 10, janvier 2001, p. 101-124).

« globalisation ». D'un côté, elle désigne un processus historique d'intégration mondiale, économique et/ou culturelle, dont l'analyse se heurte aux difficultés de périodisations divergentes ou de choix des critères jugés pertinents (Susan Berger, par exemple, théorise une « première mondialisation » à propos des modes de régulation des interdépendances économiques et sociales pour la fin du XIX^e-début du XX^e siècle⁴, quand toute la tradition braudélienne au contraire perçoit des dynamiques d'interdépendance mondialisée dès l'époque moderne, dans le sillage des Grandes Découvertes). D'autres auteurs définissent plutôt l'histoire globale comme un mode d'approche des processus historiques, et se situent donc sur un plan méthodologique, estimant nécessaire un décloisonnement du regard, intégrant une approche contextuelle parfois élargie à l'échelle planétaire : la globalisation est ici un mode d'étude des objets, plutôt qu'un objet d'étude.

Si l'impulsion venue du monde anglophone doit être à la fois prise au sérieux et questionnée, force est de reconnaître, avec Serge Gruzinski, que l'« alchimie des métissages », l'« intensité des circulations [...] dévoilant des paysages mélangés » sont aujourd'hui encore faiblement pris en considération par l'université française dans son ensemble⁵. Situation étonnante, au regard de l'effervescence qui anime non seulement le monde académique anglo-américain, mais aussi les universités européennes : aux Pays-Bas et en Allemagne, en particulier, les recherches d'histoire « globale » sont très actives. Parallèlement, les travaux des spécialistes des systèmes impériaux à travers le monde ont mis en avant la notion d'« histoire connectée », considérée comme une modalité spécifique de l'approche globale. Aussi avons-nous souhaité interroger ensemble et concurremment ces deux notions. Il s'agit d'essayer de comprendre à la fois les enjeux épistémologiques et méthodologiques de ces champs d'étude, leurs apports et leurs limites, mais aussi les raisons de leur relative faible reconnaissance (sinon audience) en France⁶.

Les articles qui constituent ce numéro sont pour une large part issus de la table ronde organisée par la Société d'Histoire Moderne & Contemporaine à l'occasion de son assemblée du 9 juin 2007, et font écho au dossier qui paraît simultanément dans le n° 54-4 de la *RHMC*. Les points de vue proposés sont divers, non seulement du fait de la diversité des contextes nationaux d'exercice des auteurs, de leur formation disciplinaire (histoire, sciences politiques, sociologie), de leur objet d'étude, mais aussi de leurs conceptions de l'approche « globale » ou « connectée », car derrière des désignations communes et des démarches potentiellement convergentes émergent en fait des perspectives plurielles, et parfois en réelle tension. Il s'agit bien de démêler les enjeux, apports et limites d'une telle pluralité.

4. Susan BERGER, *Notre première mondialisation. Leçons d'un échec oublié*, Paris, Seuil, 2003.

5. Serge GRUZINSKI, *Les quatre parties du monde. Histoire d'une mondialisation*, Paris, La Martinière, 2004, rééd. Points-Seuil, 2006, p. 31-32.

6. Relevons cependant, entre autres, le dossier « Une histoire à l'échelle globale » publié par les *Annales. Histoire, sciences sociales*, 56-1, 2001, p. 3-123, ou la traduction d'articles comme celui de F. COOPER, « Le concept de mondialisation... », art. cit.

WORLD ET GLOBAL HISTORY : CHANGEMENTS D'ÉCHELLE ? CHANGEMENTS DE REGARDS ?

Aux États-Unis, l'ouvrage pionnier de William McNeil, *The Rise of the West. A History of the Human Community*, publié en 1963, apparaît aujourd'hui comme la prémisse du mouvement qui, dans les années 1980-1990, a pris le nom de *world* ou *global history*. De fait, le premier numéro du *Journal of World History* publié depuis 1990 par l'université d'Hawaï s'ouvre sur un article de McNeil, « *The Rise of the West, vingt-cinq ans après* », qui se félicite de la légitimité enfin acquise, et mesure le chemin parcouru⁷. Cette revue est l'émanation officielle de la World History Association créée en 1982, qui comptait 1 400 adhérents à jour de cotisation en 2002⁸. Parallèlement, il existe depuis 1994 une publication en ligne, *World History Connected*, et une liste de discussion intitulée H-World, réunissant 1 500 internautes affiliés. De son côté, à la suite du succès du Global Economic History Network qu'elle a contribué à financer⁹, la London School of Economics vient de lancer, aux Presses de l'université de Cambridge, un *Journal of Global History* qui couvre le même champ d'étude. On peut aussi relever que la revue états-unienne la plus prestigieuse et la plus diffusée, l'*American Historical Review*, a introduit en 2000 une nouvelle section « Comparative/World » dans sa rubrique de comptes rendus, et son numéro de décembre 2006 consacre 25 pages à un débat entre six historien(ne)s (dont Christopher Bayly) sur les enjeux de « l'histoire transnationale »¹⁰.

En Allemagne, la jeune revue *Comparativ*, d'abord sous-titrée *Leipziger Beiträge zur Universalgeschichte und vergleichenden Gesellschaftsforschung*, se définit désormais comme une revue d'histoire « globale », et le centre de recherche animé par Matthias Middell à l'université de Leipzig se montre très actif dans ce domaine¹¹. Le cas hollandais est plus remarquable encore : depuis 1977,

7. Entre 1963 et 1990, *The Rise of the West* a été vendu à 75 000 exemplaires. Le livre de Jared DIAMOND, *Gun, Germs and Steel. The Fates of Human Societies*, New York, Norton, 1997, est en train de connaître un succès public analogue (trad. *De l'inégalité parmi les sociétés. Essai sur l'homme et l'environnement dans l'histoire*, Paris, NRF-Gallimard, 2000.)

8. Patrick MANNING, *Navigating World History. Historians create a Global Past*, Basingstoke, Palgrave-Macmillan, 2003, p. 167. À titre de comparaison, à la même date, en 2002, l'American Historical Association compte 15 000 membres, l'Organization of American Historians 11 000, l'Association of Asian Studies 7 500, la Latin American Studies Association 5 500, l'American Association for the Advancement of Slavic Studies 5 000, l'African Studies Association 3 000, et la Middle East Studies Association 2 600.

9. Animé par Patrick O'Brien et Giorgio Riello, dont on lira la contribution ci-après. Le cas de P. O'Brien est assez remarquable : spécialiste éminent de l'État et de la fiscalité anglaise au XVIII^e siècle, il a opéré une reconversion dans le domaine de l'histoire globale où il a joué un rôle crucial d'organisateur.

10. « On transnational history », *American Historical Review*, 111-5, décembre 2006. Pour une recension des parutions récentes : Raymond GREW, « Expanding worlds of world history » et Michael LANG, « Globalization and its history », *Journal of Modern History*, 78-4, 2006, p. 878-898 et 899-931.

11. Le titre est devenu : *Comparativ. Zeitschrift für Globalgeschichte und vergleichenden Gesellschaftsforschung*. Voir également Jürgen OSTERHAMMEL, Niels P. PETERSSON, *Geschichte der Globalisierung. Dimensionen, Prozesse, Epochen*, München, C. H. Beck Verlag, 2003, et les travaux de Sebastian CONRAD, tels que « Europa aus der Sicht nicht-westlicher Eliten », *Journal of Modern European History*, 4, 2006, p. 158-170, et « Kulis, nach Preußen? Mobilität, chinesische Arbeiter und das Deutsche Kaiserreich 1890-1914 », *Comparativ*, 13-4, 2003, p. 80-95.

l'Institut d'histoire de l'expansion européenne de Leyde publie *Itinerario*, d'abord sous forme d'un bulletin multigraphié, puis d'une véritable revue trimestrielle, mais toujours en langue anglaise. La perspective fut d'abord celle d'une revue d'histoire de la colonisation, mais on note qu'à un moment donné le sous-titre de *Itinerario* se transforme : d'abord *European Journal of Overseas History*, il devient en 2004 *International Journal on the History of European Expansion and Global Interaction*. Le point de vue reste explicitement eurocentré (ce qui peut paraître étonnant), mais la dimension « globale » se trouve soulignée, ainsi que la notion d'interaction et d'interdépendance planétaire.

En langue anglaise, la terminologie employée varie, oscillant entre *world* et *global*. Le recours au terme de « global » vise à mettre l'accent sur les phénomènes d'interdépendance accrue, sur les processus d'intégration à l'échelle planétaire, quand l'adjectif « mondial » peut être seulement synonyme d'international ou de transnational, sans désigner nécessairement un processus d'intégration en cours. Chez bien des auteurs cependant, la nuance est négligeable : ainsi, en 1990, le *Journal of World History* se présente comme « une nouvelle tribune pour l'histoire globale »¹². Pareils glissements ont conduit certains auteurs à des entreprises minutieuses, et parfois pointilleuses, d'explicitation des termes et des notions, de délimitations de leurs usages, recouvrements ou distinctions¹³. Ainsi, Arif Dirlik insiste-t-il sur la distinction nécessaire entre « *worldwide* » et « *transnational* »¹⁴. On mesure ici combien ce mouvement historiographique est marqué tout à la fois par une volonté de revenir à la construction très raisonnée de paradigmes d'interprétation valides et ambitieux, et par un fort besoin de nuances dans les usages de la conceptualisation : il s'agit en somme de retrouver une dimension interprétative moins parcellaire, plus générale, sans retomber dans le schématisme des modélisations qu'offraient les « grands récits » anciens, ou les systèmes d'analyse trop porteurs d'un supposé « sens de l'histoire ».

En tout état de cause, qu'il s'agisse d'histoire globale ou d'histoire mondiale, ces démarches ont en commun un double objectif. Tout d'abord, dépasser le compartimentage national des recherches historiques, pour saisir tous les phénomènes qui excèdent les frontières étatiques. Les compartimentages nationaux tendent en effet à escamoter ou rendre peu visibles tous les phénomènes d'interrelation et de connexions, en imperméabilisant les frontières, en détachant les objets des contextes et liens transétatiques. Par exemple, comment faire l'histoire de l'Amérique ibérique en cloisonnant les univers

12. Éditorial du directeur de la revue, Jerry H. BENTLEY, « A new forum for global history », *Journal of World History*, 1-1, spring 1990, p. III-V.

13. Par exemple Bruno MAZLISH, « Comparing global history to world history », *Journal of Interdisciplinary History*, 28-3, 1998, p. 385-395, et « Crossing boundaries: ecumenical, world and global history », in Philip POMPER, Richard H. ELPHICK, Richard T. VANN (eds.), *World History. Ideologies, Structures and Identities*, Oxford, Blackwell, 1998, p. 41-52.

14. Arif DIRLIK, « Performing the world », *Journal of World History*, 16-4, décembre 2005, p. 406-407.

portugais et espagnol ? D'autre part, le but est d'éviter d'écrire une histoire du monde du seul point de vue de l'Occident. La combinaison de ces deux visées conduit certains auteurs à assumer l'héritage de la longue tradition de l'histoire universelle, contre le resserrement national de l'horizon historique, tout en s'efforçant de le dépasser par leur refus nettement affirmé de l'ethnocentrisme occidental de leurs prédécesseurs¹⁵. Il s'agit donc tout à la fois de briser le compartimentage mutilant des frontières nationales et de sortir du « grand récit » de l'occidentalisation de la planète : l'histoire du monde ne saurait être réduite à « l'ascension de l'Ouest et l'occidentalisation du reste »¹⁶. Tous les auteurs en revanche s'accordent à considérer l'absolue nécessité de sortir du faux dilemme induit par les deux manières communément répandues de considérer la « globalisation » : tantôt elle est décrite comme un phénomène récent, caractéristique de l'époque contemporaine, tantôt au contraire, on déclare que les hommes, les marchandises et les idées ont toujours circulé et qu'il n'y a vraiment rien de neuf sous le soleil. Il s'agit au contraire d'identifier des phases d'avancée ou de recul, d'ouverture ou de fermeture, bref de périodiser et d'historiciser la mondialisation, d'être attentif à la multiplicité des formes de contacts, interconnexions, circulations entre différentes régions, empires ou aires culturelles.

Il s'agit aussi d'échapper au déterminisme économiciste qui a pu peser sur les grandes synthèses d'histoire mondiale, pour au contraire faire toute leur place non seulement aux modes de vie, de travail et de consommation, mais aussi aux différences de genre, aux pratiques culturelles et religieuses, aux circulations des idées et des idéaux. De ce fait, l'histoire globale se veut globale non seulement par son objet, mais aussi par son refus de la fragmentation historiographique et des compartimentages disciplinaires : elle entend convoquer toutes les disciplines. L'intérêt, en particulier, accordé aux questions climatiques et écologiques, aux problèmes des relations entre les hommes et le milieu où ils vivent, conduit les historiens à se tourner vers les géographes, les biologistes, botanistes, climatologues, dendrochronologistes, etc.¹⁷

15. Manfred KOSSOK, «From universal history to global history», in Bruno MAZLISH, Ralph BULTJENS (eds.), *Conceptualizing Global History*, Boulder, Westview Press, 1993, p. 93-112; Gangolf HÜBINGER, Jürgen OSTERHAMMEL, Erich PELZER (ed.), *Universalgeschichte und Nationalesgeschichte*, Freiburg im Breisgau, Rombach Verlag, 1994; Anthony G. HOPKINS, «The history of globalization – and the globalization of history?», in *Idem*, (ed.), *Globalization in World History*, New York, Norton & Co., 2002, p. 12-44; cf. la mise en perspective historiographique de Patrick K. O'BRIEN, «Historiographical traditions and modern imperatives for the restoration of global history», *Journal of Global History*, 1-1, 2006, p. 3-39.

16. Jack GOODY, *The Theft of History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.

17. Neva R. GOODWIN, «The rounding of the Earth: ecology and global history», in B. MAZLISH, R. BULTJENS (eds.), *Conceptualizing Global History*, op. cit., p. 27-46. Cf. par exemple Alfred W. CROSBY, *Ecological Imperialism: the Biological Expansion of Europe, 900-1900*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986; William MCNEIL, *The Human Condition*, Princeton, 1980; Philip D. CURTIN, «The environment beyond Europe and the European theory of empire», *Journal of World History*, 1-2, 1990, p. 131-150; Richard GROVE, *Ecology, Climate and Empire: Colonialism and Global Environmental History, 1400-1940*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

UNE PLACE DISPUTÉE

Le développement de travaux de ce type doit bien évidemment se comprendre dans le contexte spécifique où ils sont produits, au croisement de la conjoncture politique et du mouvement historiographique. Les conditions d'institutionnalisation académique et, par voie de conséquence, de financement des recherches, jouent un rôle déterminant. En Angleterre, le poids de l'empire et des prétentions impérialistes a contribué à établir une solide tradition d'histoire coloniale, dont l'ancrage institutionnel s'est perpétué¹⁸. Aux États-Unis, comme le rappelle Jean-Paul Zuniga dans sa contribution, une première forme d'histoire globale, centrée sur l'espace atlantique, a émergé dans le contexte spécifique de la Guerre froide, sous le nom d'« histoire atlantique ». L'affirmation récente de la *world history* s'inscrit elle aussi dans un contexte précis : face au poids, et au caractère souvent conservateur, de l'histoire nationale dans les départements des universités étatsuniennes, les tenants de l'histoire globale se sont battus pour une ouverture plus grande à l'égard des autres civilisations¹⁹. Dans les années 1990, l'enjeu était de rendre légitime l'histoire du monde non-occidental dans le cursus des étudiants *under-graduates* (qui ont peu fait d'histoire avant, sinon nord-américaine, rappelons-le)²⁰, cursus traditionnellement centré sur la « civilisation occidentale » depuis l'antiquité²¹. Il s'agissait aussi de mettre en place des programmes d'études doctorales, afin de créer un vivier de chercheurs diplômés en « histoire mondiale »²². Dans les années 2000, cette histoire mondiale qui avait gagné en légitimité auprès des instances universitaires et des agences fédérales, a subi le choc du 11 septembre : suspecte de relativisme, accusée de « démoralisation » nationale, la *world history* s'est trouvée sur la défensive, devant affronter l'écho rencontré dans le pays par les thèses de Samuel Huntington sur le « choc des civilisations »²³. Aussi le bilan prospectif dressé par Patrick Manning en 2004 est-il assez mitigé, reconnaissant des avancées mais

18. Cf. Christophe CHARLE, « Les historiens et la conceptualisation franco-anglaise des sociétés impériales », in C. CHARLE, Julien VINCENT (éd.), *La concurrence des savoirs. France et Grande-Bretagne à l'époque de la première mondialisation (1780-1914)*, à paraître.

19. Les remous causés récemment par le livre de Thomas BENDER, *A Nation among Nations. America's Place in World History*, New York, Hill & Wang, 2006, illustrent bien à quel point l'enjeu est toujours vif.

20. Dans les premières années universitaires, les cursus sont peu spécialisés, et cet enseignement assume en quelque sorte le rôle qu'occupe l'histoire au lycée en France ; il touche donc les étudiants bien au-delà des rangs de ceux qui se spécialiseront en histoire plus tard. L'enjeu est la formation de « l'honnête homme » diplômé de l'université.

21. Par exemple, T. H. VADNEY raconte les débats à l'université de Manitoba (Canada) : fallait-il remplacer le cours de « *western civilization* » par un cours de « *world history* » ? (« World history as an advanced academic field », *Journal of World History*, 1-2, 1990, p. 209-223).

22. Thomas BENDER, Philip M. KATZ, Colin PALMER, *The Education of Historians for the Twenty-First Century*, Champaign, University of Illinois Press, 2003.

23. Charles W. HEDRICK Jr., « The ethics of world history », *Journal of World History*, 16-1, 2005, p. 33-49, et Jerry H. BENTLEY, « Myths, wagers and some moral implications », *ibidem*, p. 51-82. De fait, le 11 septembre et l'idée du « choc des civilisations » se retrouvent de façon presque obsessionnelle dans les introductions de la plupart des ouvrages publiés après 2001.

aussi leur ralentissement²⁴. Le succès est sans doute plus net du côté des départements d'anthropologie (par vocation ouverts aux cultures non-occidentales) et de « *government* » ou sciences politiques, intéressés par l'arrière-plan historique des enjeux politiques contemporains de la globalisation économique²⁵.

On peut bien sûr considérer avec dérision ces tempêtes dans les cages dorées des campus étatsuniens ; on peut ne voir là que des stratégies de légitimation, ou des entreprises de conquête d'un nouvel espace académique, dans des batailles politiques qui ne disent pas totalement leur nom.

Mais on peut aussi considérer sérieusement l'enjeu proprement historiographique, c'est-à-dire scientifique : comment faire réellement une histoire transfrontalière et non ethno-centrée ? En France, ces questions sont trop souvent considérées avec une manière de condescendance sceptique. Au point que certains débats historiographiques qui agitent la communauté historienne internationale trouvent chez nous un écho très faible. Les thèses de Kenneth Pomeranz, par exemple, sur la « grande divergence » entre l'Orient et l'Occident à la charnière des XVIII^e et XIX^e siècles, sont débattues dans de nombreuses revues et colloques partout dans le monde... sauf en France, ce qui ne laisse pas d'étonner nos collègues étrangers²⁶. Sans doute faut-il se garder de donner valeur prescriptive à tout ce qui vient des États-Unis : déprovincialiser l'historiographie française, ouvrir les fenêtres au vaste monde ne signifie pas tomber dans l'imitation servile d'un modèle conçu ailleurs ; on connaît par ailleurs les pièges de la légitimation symbolique par l'importation culturelle, et les dangers d'une internationalisation de la recherche qui ne serait qu'une pure et simple américanisation²⁷. Mais cette prudence nécessaire justifie-t-elle le repli provincial, et l'éclipse de la recherche française au plan international, sur certains sujets ? Évoquant l'une des séances du XIX^e Congrès international des sciences historiques

24. Patrick MANNING (ed.), *World History. Global and Local Interactions*, Princeton, Markus Wiener Publishers, 2006, p. 229 sq. Sur le bilan dans le domaine de l'enseignement et des formations doctorales, voir aussi P. MANNING, *Navigating World History*, op. cit., p. 327-360. On trouvera un aperçu des programmes enseignés dans Kevin REILLY (ed.), *World History: Selected Readings Lists and Course Outlines from American Colleges and Universities*, New York, Markus Wiener Publishers, 1985.

25. Ainsi, Bruno MAZLISH, *The New Global History*, Londres, Routledge, 2006, traite de questions très contemporaines, comme le rôle des multinationales, l'impact de la Guerre froide, le rôle nouveau des ONG etc. L'« histoire globale » devient ici un habit très largement taillé. Voir aussi le site web <http://www.newglobalhistory.com/>

26. Kenneth POMERANZ, *The Great Divergence: Europe, China, and the Making of the Modern World Economy*, Princeton, Princeton University Press, 2000, soutient que la Chine et l'Europe occidentale avaient des niveaux de développement comparables à la fin du XVIII^e siècle, et veut donc reposer à nouveaux frais la question : pourquoi la révolution industrielle a-t-elle eu lieu en Europe plutôt qu'en Chine ? Même silence étonnant sur le livre d'Andre GUNDER FRANK, *ReOrient: Global Economy in the Asian Age*, Berkeley, University of California Press, 1998.

27. Pierre BOURDIEU et Loïc WACQUANT ont justement relevé « l'empire et l'emprise symboliques que les États-Unis exercent [...] à travers notamment le pouvoir de consécration qu'ils détiennent et les profits matériels et symboliques que procure aux chercheurs des pays dominés l'adhésion plus ou moins assumée ou honteuse au modèle venu des États-Unis », et qui conduisent à « une véritable "globalisation" des problématiques américaines » : « Sur les ruses de la raison impérialiste », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 121-122, mars 1998, p. 113.

tenu à Oslo en 2000, consacrée précisément à « La mondialisation de l'histoire : concepts et méthodologies », Roger Chartier constate : « le fait que les plaidoyers les plus fervents en faveur d'une histoire globale n'aient souvent mobilisé que des références à des ouvrages publiés en une seule langue – l'anglais – n'est pas sans inquiéter... »²⁸.

Au vrai, la situation de l'historiographie française paraît tout à fait paradoxale. Une partie de ses chefs de file ont établi son renom par de grandes thèses qui franchissaient allégrement les frontières : songeons à la Méditerranée de Braudel, à l'Atlantique de Chaunu ou à la Catalogne de Vilar, entre autres. En 1969, Pierre Chaunu invitait à faire « l'histoire du désenclavement planétaire des civilisations et des cultures, des contacts » ; « il faut rompre avec les États », prescrivait-il, quand Braudel appelait à étudier « les recouvrements de civilisation » qui se sont opérés par exemple dans la péninsule ibérique ou dans les Balkans²⁹. Mais au même moment, les rapports de conjoncture du CNRS déploraient la polarisation franco-française des recherches historiques, évaluant en 1960 la part de l'histoire de France aux trois quarts du total³⁰. De même, l'analyse statistique des répertoires publiés par l'IHMC-CNRS, pour l'histoire moderne et contemporaine, en 1982 et 1991 fait apparaître dans les deux cas une proportion de 55 % d'historiens de la France³¹. De sorte qu'en 1995, Christophe Charle concluait : « l'histoire comparative vantée par Marc Bloch, l'histoire sans rivages illustrée par Lucien Febvre et Fernand Braudel et réclamée par les commissions du CNRS, est restée de l'ordre du vœu pieux »³².

On ne dispose pas d'une analyse statistique semblable pour le répertoire publié en 2000, mais quelques rapides sondages sont révélateurs. L'annuaire compte cette fois quelque 2 000 chercheurs (pour 1 235 en 1991), mais pour certaines zones, l'index géographique n'enregistre pas plus de noms, alors que l'effectif global recensé a pourtant augmenté de 62 %.

28. Roger CHARTIER, « La conscience de la globalité », *Annales. HSS*, 56-1, 2001, p. 120.

29. Rappel utile de Serge GRUZINSKI, « Les mondes mêlés de la Monarchie catholique et autres "connected histories" », *Annales. HSS*, 56-1, 2001, p. 88-89.

30. CNRS, *Rapport national de conjoncture*, Paris, 1960, cité par Christophe CHARLE, « Être historien en France : une nouvelle profession ? », in François BÉDARIDA (éd.), *L'histoire et le métier d'historien en France, 1945-1995*, Paris, Éditions de la MSH, 1995, p. 27. Ce leitmotiv du francocentrisme est repris dans les rapports du CNRS de 1963 et 1969.

31. *Les historiens français de la période moderne et contemporaine. Annuaire 1982 et idem, 1991*, Paris, IHMC-Éditions du CNRS, 1982 et 1991. Ces répertoires recensent tous les historiens de la période sans distinction institutionnelle (université, grands établissements, professeurs du secondaire engagés dans la recherche...), mais sur une base déclarative (avec un taux de réponse au questionnaire d'environ 60 % en moyenne). Ils comptent 1 267 noms en 1982 et 1 235 en 1991. C. CHARLE, « Les historiens français de la période moderne et contemporaine. Essai d'autoportrait », *Lettre d'information de l'Institut d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 19, 1982, p. 8-18.

32. C. CHARLE, « Être historien en France », p. 28. Sur cet héritage : LUTZ RAPHAËL, « The idea and practice of world historiography in France : the *Annales* legacy », in Benedikt STUCHTEY, Eckhardt FUCHS (ed.), *Writing World History, 1800-2000*, Oxford University Press/German Historical Institute London, 2003, p. 155-171.

EFFECTIFS DE CHERCHEURS RECENSÉS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE ÉTUDIÉE EN 1991 ET 2000.*Quelques exemples*³³ :

Année:	1991	2000
Effectif total:	1 235	2 090
<i>Effectif dans l'index par pays:</i>		
États-Unis	76	77
Russie, monde slave	53	29
Scandinavie	19	10
Chine	13	19
Japon	14	15
Pacifique, Océanie	8	5

La situation actuelle s'explique en partie par cet héritage, et le poids des contraintes institutionnelles qui ont pesé sur la formation des générations précédentes : dans les années de vaches maigres, quand la plupart des doctorants étaient professeurs dans l'enseignement secondaire, faute de bourses (après le recrutement massif d'assistants du début des années 1970 et avant la création de nouvelles allocations au milieu des années 1980), tout poussait à se concentrer sur l'histoire française. De fait aujourd'hui, les spécialistes de l'étranger sont peu nombreux au rang de professeur, et à l'université, les actuels directeurs de thèse se montrent parfois peu soucieux de faire travailler des étudiants sur l'étranger, faute d'une connaissance directe des archives. La recherche sur les aires culturelles lointaines, ou qui requiert une maîtrise linguistique spécifique, ne trouve souvent à s'épanouir que dans certaines institutions spécifiques et presque « dédiées » (CNRS, EHESS, Inalco, EPHE...), ce qui paraît dispenser l'université de s'intéresser aux domaines jugés « lointains » ou « spécialisés », alors que dans nombre d'autres pays, les universités accueillent tout naturellement les spécialistes de l'étranger, sans qu'une prime spéciale soit donnée à l'histoire nationale – ou du moins le déséquilibre est bien moins prononcé qu'en France.

Mais cela n'explique pas tout. Car le contexte a changé, et de nouvelles générations de chercheurs sont aujourd'hui plus sensibles aux conditions de l'internationalisation de la recherche, et plus enclines à aller travailler sur des pays étrangers ou à mettre au cœur de leurs questionnements le comparatisme, l'histoire croisée, les approches transnationales. Mais de nombreux indices semblent indiquer qu'ils se heurtent à une sorte de « plafond de verre », et peinent à être pleinement reconnus institutionnellement. On entendra certes souvent dire que leurs aires et sujets d'enquête sont légitimes ou importants, mais l'on verra moins souvent prendre en compte les problèmes propres que posent, dans leur cas, le travail de terrain et les difficultés matérielles ou temporelles d'accès aux archives. Si, par exemple, tel syndicat d'enseignants-chercheurs insiste dans sa profession

33. Source : Daniel ROCHE (éd.), *Répertoire des historiens français de la période moderne et contemporaine. Annuaire 2000*, Paris, CNRS Éditions, 2000. La structure de l'index géographique (éclaté en régions) ne permet malheureusement pas de calculer la proportion d'historiens de la France. Il faudrait pousser plus loin l'enquête, à partir de la base de données elle-même.

de foi pour les élections 2007 au CNU sur ce critère pour l'attribution des congés sabbatiques, en en faisant un argument de campagne, c'est sans doute parce que cette idée est loin d'être une évidence ou qu'elle tend à rester à l'état d'idéal encore trop loin des pratiques usuelles.

Faut-il mettre en cause le provincialisme de l'Université, le conservatisme fondamental d'une institution rétive à l'ouverture internationale, en comparaison d'autres pays ? Le poids des cloisonnements, les défenses corporatives du pré carré de chaque sous-champ thématique ou de chaque période historique, toujours très forts (et peut-être avivés aujourd'hui par les perspectives de réduction de postes), contribuent assurément aux raidissements défensifs qui, même compréhensibles, ne jouent pas moins dans le sens du repli. Quelle place en effet pour des thématiques ou des problématiques qui transgressent toutes ces frontières ? L'histoire globale ou l'approche connectée, par définition, enjambent les découpages chronologiques institutionnels, qui sont européo-centrés. Dans quelle case ranger, pour lui trouver un poste universitaire, le chercheur spécialiste de l'histoire comparée de la révolution industrielle en Europe et en Chine ?

L'émiettement des objets historiques a sans doute également sa part dans cette forme de focalisation franco-française excessive : l'invocation rhétorique de la méthode micro-historique a souvent fourni un alibi commode pour masquer la pure et simple perpétuation d'études monographiques de type traditionnel qui ne doivent rien à la *microstoria*, sinon leur échelle locale³⁴.

Enfin, il faudrait peut-être s'interroger sur un autre facteur, ce qu'on pourrait appeler l'obsession du national, perceptible en maints lieux et milieux de la vie culturelle française, que ce soit sous forme de certitude ou sous forme de déploration, critique certes, mais pas moins obsessionnelle. Cette prégnance du national renvoie en partie au mode de constitution historique de la discipline en France, et à la construction du récit de la nation³⁵. Mais on peut aussi se demander si la multiplication actuelle des questionnements, sans doute nécessaires en eux-mêmes, sur les « exceptions françaises », sur la spécificité d'un « modèle républicain » (qu'elle

34. Un tel effet dérivé (porteur à la fois d'un émiettement de l'histoire sociale, et de renoncement interprétatif) avait d'ailleurs été nettement souligné dès la fin des années 1980, et avait conduit à la réaffirmation, en divers lieux ou milieux attachés à toutes les dimensions sociales de l'histoire, d'une nécessaire réflexion collective pour trouver les moyens de l'éviter et de le dépasser, par l'ouverture de nouvelles perspectives, où la question des échelles d'analyse allait bientôt devenir cruciale : Daniel ROCHE, « Les historiens aujourd'hui. Remarques pour un débat », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 12, octobre-décembre 1986, p. 3-20, ou Christophe CHARLE (éd.), *Histoire sociale, histoire globale ? Actes du colloque des 27-28 janvier 1989*, Paris, Éditions de la MSH, 1993 ; ou encore « Histoire et sciences sociales : un tournant critique ? », *Annales ESC*, 43-2, 1988, p. 291-293. Avec le recul, Serge GRUZINSKI incline à penser que « l'intérêt pour la micro-histoire a si bien dressé notre œil à observer le proche que certains chercheurs ont fini par négliger le lointain » (« Les mondes mêlés », art. cit., p. 88). Nous reviendrons plus loin sur cette question.

35. Pim DEN BOER, *History as a Profession. The Study of History in France, 1818-1914*, Princeton, Princeton University Press, 1998. Voir aussi la critique de l'entreprise des *Lieux de mémoire* par Steven ENGLUND, « Note critique. De l'usage de la Nation par les historiens, et réciproquement », et « L'histoire des âges récents. Les France de P. Nora », *Politix. Travaux de science politique*, n° 26, deuxième trimestre 1994, p. 141-158, p. 159-168 ; ou encore le dévoilement opéré par Jean-Frédéric SCHAUB, *La France espagnole. Les racines hispaniques de l'absolutisme français*, Paris, Seuil, 2003.

soit déclinée, à répétition, dans sa version reconstruite a posteriori, dans la déconstruction de ses légendes roses, ou dans la perspective dénonciatrice de ses sombres contradictions)³⁶ n'a pas pour conséquence une forme de franco-centrisme légitimé, un désintérêt pour le reste du vaste monde environnant. Est-ce au débat médiatique, très marqué par ces perspectives nationales sur l'histoire, de fixer les priorités de l'agenda scientifique ? Ces questions doivent au moins être mises en discussion, à l'heure où, de surcroît, les « grands » éditeurs français de sciences sociales traduisent de moins en moins, et répugnent (mais que font leurs conseillers éditoriaux ?) à publier des ouvrages d'histoire étrangère, comparée ou générale, au prétexte que « cela n'intéresse pas le public »... Le resserrement franco-français est bien un problème général. Les ressources et les dynamismes existent pourtant (songeons au remarquable travail de certains « petits » éditeurs, songeons au travail de certaines équipes), qui nous aident à porter le regard vers des horizons plus larges ou plus lointains.

DES ENJEUX MULTIPLES

« Globale », « connectée », « comparée », « croisée », « transnationale » : les oscillations présentes autour de catégories d'analyse et de modes d'approche en fait assez divers manifestent assez l'instabilité du moment historiographique que nous essayons de cerner, alors que la décantation est encore en cours.

Sans doute convient-il de ne pas exagérer l'ampleur des ruptures historiographiques, comme y a récemment invité Christopher Bayly³⁷ ; et notamment parce que depuis presque vingt ans les questionnements qui les sous-tendent sont également, même si c'est de manière diverse, débattus autour d'autres notions, sous d'autres étiquettes, notamment en France³⁸. Sans doute aussi ne faut-il pas exagérer l'homogénéité des travaux réunis sous l'étiquette ou la bannière de l'histoire globale, dans sa version la plus massive, qui est anglo-américaine. Ni en sur-estimer les résultats. Bien des ouvrages s'apparentent à un collage d'études de cas dispersées, étalées dans la longue durée, embrassant certes tous les continents, mais sans grande cohérence³⁹ : elles ne pourraient

36. Sur les effets d'anachronisme, de projection idéologique et finalement de blocage heuristique que ces formulations reconstruites d'un « modèle républicain » comme entité abstraite et agissante, sont susceptibles de faire peser, par exemple, sur l'appréhension globale du colonialisme dans sa complexité historique, et pas seulement franco-française, on peut se reporter aux analyses de Frederick Cooper et Emmanuelle Saada dans « Lectures autour de F. COOPER, *Colonialism in Question. Theory, Knowledge, History* », *Politique africaine*, 105, mars 2007, p. 241-257 (p. 245-249 et p. 253-257).

37. Interview de C. A. BAYLY sous le titre « I am not going to call myself a global historian », *Itinerario*, 31-1, 2007, p. 7-14 : parfois accusé de pratiquer une histoire coloniale somme toute assez classique, il rétorque que « le post-colonialisme est plus une étiquette qu'une nouvelle manière de faire de l'histoire ou des sciences sociales » (p. 12).

38. Voir notamment les travaux signalés *infra*, note 48.

39. Ainsi les ouvrages récents de Philip D. CURTIN, *The World and the West. The European Challenge and the Overseas Response in the Age of Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, et Patrick MANNING (ed.), *World History. Global and Local Interactions*, Princeton, Markus Wiener Publishers, 2006.

trouver une unité qu'en adoptant un point de vue unique, ce qu'interdit leur refus de toute forme d'ethnocentrisme. Inversement, tout en étant très attentif aux géographies et aux temporalités différenciées des diverses parties du monde, d'autres travaux aboutissent à des macro-reconstitutions historiques qui ne sont pas loin de retomber dans une sorte de « grand récit » de substitution, dont le seul avantage aura été de décentrer l'approche, en ne regardant plus le monde à la lumière des seules prouesses de l'Occident. Ainsi, tout en maintenant la perspective d'une vision englobante, Anthony Hopkins⁴⁰ insiste-t-il sur le fait que, quelque déséquilibrés qu'aient pu être les rapports de forces, le « reste du monde » n'a pas été passif dans une histoire produite « conjointement »⁴¹. Ce qui a conduit à largement remettre en cause les notions de « centre » et de « périphéries » : aussi les discussions sont-elles vives au sujet de la théorie des « systèmes-mondes » forgée par Immanuel Wallerstein à la suite de Fernand Braudel⁴². Hopkins entend également échapper aux « étapes de la croissance » façon Rostow. Mais c'est pour aboutir à une typologie générale distinguant, à compter du Moyen Âge, « quatre formes » historiques de globalisation (la mondialisation « archaïque », la « proto-mondialisation », la mondialisation « moderne » – entendons après 1800 –, et enfin « post-coloniale »), finalement guère éloignées des étapes du schéma rostowien⁴³. On peut apercevoir ici la tentation d'une sorte de nouvelle histoire universelle, offrant de larges cadres d'interprétation, à la manière de cette forme de sociologie politique que pratiquent Charles Tilly ou Theda Skocpol⁴⁴. On peut aussi comprendre pourquoi Frederick Cooper a pu reprocher à certains travaux d'histoire globale de réintroduire un biais téléologique implicite⁴⁵.

On retrouve en fait le même type d'approche qui se voudrait englobante, avec une forte propension à la généralisation, chez la plupart des historiens de l'économie qui comme Hopkins, sont à la recherche de clés de lecture assez générales : le fait que la plupart des historiens économistes, dans le monde anglophone, soient plus proches des économistes que des historiens, et qu'ils étudient

40. Historien anglais spécialiste de l'impérialisme britannique, mais passé de Cambridge à Austin (Texas).

41. A. G. HOPKINS (ed.), *Globalization in World History*, op. cit., p. 3.

42. Outre les perspectives présentées par les contributions, plus loin, de S. Subrahmanyam et de R. Bertrand, on peut se reporter à la remise en cause de la périodisation d'I. Wallerstein proposée par Janet ABU-LUGHOD, *Before European Hegemony: the World System A. D. 1250-1350*, New York, 1969 ; et sa contribution à Andre GÜNDER FRANK, Barry K. GILLIS (eds.), *The World System. Five Hundred Years or Five Thousand?*, Londres, Routledge, 1993.

43. Le chapitre 3, écrit par Christopher A. Bayly, a été partiellement traduit en français, dans *Sciences humaines*, 185, août-septembre 2007, p. 50-54.

44. La même difficulté d'un degré de généralisation quelque peu problématique se pose s'agissant de certains travaux d'histoire globale du travail : sur leurs apports et limites, cf. Marcel VAN DER LINDEN, « The "globalization" of labor and working-class history and its consequences », *International Labor and Working-Class History*, 65, spring 2004, p. 136-156 et Jan LUCASSEN (ed.), *Global Labour History. A State of the Art*, Berne, Peter Lang, 2006.

45. F. COOPER, « Le concept de mondialisation sert-il à quelque chose?... », art. cit., et *Colonialism in Question...*, op. cit.

davantage la période postérieure au XVIII^e siècle que celles qui précèdent, pèse fortement sur leur façon de poser les questions et leur rapport à la documentation archivistique : ils cherchent à compiler des séries, à évaluer des flux commerciaux, des rapports de force géostratégiques, dans une perspective souvent macro-évolutionniste tentant d'isoler le rôle respectif d'une poignée de facteurs quantifiables qui permettront de valider telle ou telle hypothèse. D'où l'accent mis sur la collaboration entre chercheurs, et la mise en réseau des résultats des recherches monographiques, sachant que bien souvent, la documentation nécessaire ne peut pas être collectée directement par un seul chercheur, comme l'explique Giorgio Riello dans sa contribution.

De leur côté, les historiens des cultures ou civilisations réfléchissent plutôt en termes de contacts et de circulations immatérielles : ils analysent les phénomènes d'acculturation, de transferts et de métissages culturels, dans une perspective qui n'est pas quantitative et qui, tout en recherchant les connexions et les emboîtements, se veut particulièrement attentive aux contextes ; ce qui les conduit à insister sur l'appréhension, par le travail direct sur les corpus archivistiques et les traces, des pratiques et des usages effectifs.

La démarche est globale en ce sens qu'elle entend s'émanciper des découpages dictés par les frontières étatiques pour saisir les relations, passages, influences, transferts, parentés voire continuités longtemps ignorés ou minimisés. Sanjay Subrahmanyam qualifie cette approche d'« histoire connectée », l'historien jouant en quelque sorte le rôle de l'électricien rétablissant les connexions continentales et intercontinentales que les historiographies nationales ont escamotées en imperméabilisant leurs frontières⁴⁶. L'entreprise ne vise pas à l'élaboration d'une nouvelle forme de synthèse ou de totalisation à partir d'une division du travail historique qui resterait inchangée, selon les découpages nationaux traditionnels. Bien au contraire, le rétablissement de ces « histoires connectées » entend bousculer ce que les spécialistes de tel ou tel pays considèrent comme « des “faits établis” de leur historiographie respective »⁴⁷. Il ne s'agit pas non plus d'une nouvelle forme de comparatisme planétaire, qui dresserait de façon morphologique l'inventaire des parentés ou des différences, au risque de la décontextualisation d'un élément par rapport au système dans lequel il s'inscrit et qui lui donne sens⁴⁸.

46. Sanjay SUBRAHMANYAM, « Connected histories: notes towards a reconfiguration of early modern Eurasia », in Victor LIEBERMAN (ed.), *Beyond Binary Histories. Re-Imagining Eurasia to c. 1830*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1999, p. 289-316 ; S. GRUZINSKI, « Les mondes mêlés... », art. cit., p. 87.

47. S. SUBRAHMANYAM, « Du Tange au Gange au XVI^e siècle : une conjoncture millénariste à l'échelle eurasiatique », *Annales. HSS*, 56-1, 2001, p. 83.

48. Voir les remarques de Roger Chartier à propos des difficultés de l'histoire comparée, qui découlent de la tension qui existe entre, d'un côté, l'approche morphologique, qui dresse l'inventaire des parentés existant entre différentes formes (esthétiques, rituelles, idéologiques etc.) – et ce en dehors de toute attestation de contacts culturels –, pouvant conduire à la reconnaissance d'invariants décontextualisés, et d'un autre côté l'approche historique, qui repère des circulations, des emprunts, des hybridations (« La conscience de la globalité », art. cit., p. 121-122. C'est aussi pour dépasser ces limites

Le but de l'histoire connectée est autre : elle cherche à briser les compartimentages, ceux des histoires nationales comme ceux des « aires culturelles », pour faire émerger les modes d'interaction « entre le local et régional (ce qu'on pourrait appeler le micro) et le supra-régional, qui est quelquefois global (ce qu'on pourrait appeler le macro) »⁴⁹. Selon Subrahmanyam, l'alternative au « Grand récit de la modernisation » n'est pas dans l'émiettement parcellaire, comme le croient les post-modernistes, mais dans l'étude des interactions multiples, par-delà les découpages étatiques (nationaux ou impériaux), et à des échelles diverses⁵⁰. Il ne s'agit donc pas de simplement descendre à une autre échelle, mais de faire un pas de côté, pour regarder autrement, « *by moving laterally* », et repérer les connexions plus ou moins masquées ou inaperçues⁵¹.

L'histoire connectée retrouve ainsi la fécondité des effets de décentrement qui font la force de la méthode comparative ou de l'histoire croisée, soucieuses de toujours situer des acteurs, objets et pratiques effectivement comparables. La « globalité » ou l'interconnexion dont il est question ici recouvre à la fois les dimensions spatiales et temporelles, cherchant à situer les modes d'articulation des espaces mis en contact, mais aussi la rencontre de temporalités diverses suivant chacune leur rythme. Tout ceci n'est évidemment possible qu'en se plaçant à hauteur d'homme, au niveau des acteurs et de leurs logiques d'action, comme le pratiquent certains sociologues ou politistes attachés à décortiquer les configurations institutionnelles pour faire apparaître les mises en réseau qui les sous-tendent, dans une perspective constructionniste.

De tout cela découlent deux conséquences. On comprend tout d'abord que dans ces conditions, le concept d'acculturation ou de métissage joue un rôle central : dans sa contribution, Sanjay Subrahmanyam récuse les barrières érigées par

de l'histoire comparée qu'ont été proposées et mises en œuvre diverses notions, notamment celle de transferts culturels (cf. entre autres Michel ESPAGNE, Michael WERNER (éd.), « Transferts culturels franco-allemands », *Revue de Synthèse*, avril-juin 1988 ; M. ESPAGNE, « Sur les limites du comparatisme en histoire culturelle », *Genèses*, 17, septembre 1994, p. 112-121) ou encore celle d'histoire croisée (M. WERNER, B. ZIMMERMANN, « Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité », in *Annales HSS*, 58-1, 2003, p. 7-36 et « De la comparaison à l'histoire croisée », *Le genre humain*, 42, avril 2004). Sur les débats nombreux autour des perspectives et des limites du comparatisme, on peut se reporter aussi à Hartmut ATSMAN, André BURGUIÈRE (éd.), *Marc Bloch aujourd'hui. Histoire comparée et sciences sociales*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1990 ; P. BOURDIEU, C. CHARLE, H. KAEUBLE, J. KOCKA, « Dialogue sur l'histoire comparée », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 106-107, mars 1995, p. 102-104, et aux multiples débats autour du livre de Marcel DÉTIENNE, *Comparer l'incomparable*, Paris, Seuil, 2000.

49. S. SUBRAHMANYAM, « Connected histories », art. cit., p. 299. Nous laissons de côté la discussion sur les apports et limites de la notion d'« aire culturelle », que Denys LOMBARD conçoit non pas du tout comme une clôture mais comme intrinsèquement liée à la démarche comparative (« De la vertu des aires culturelles », in Jacques REVEL, Nathan WACHTEL (éd.), *Une école pour les sciences sociales*, Paris, Cerf, 1996, p. 121) ; voir aussi Sebastian CONRAD, « Vergleich, Transfer, Transnationale Geschichte? Zur Methode der *Area studies* », *Doitsu kenkyū*, 39, 2005, p. 3-25.

50. Sur ces aspects, voir plus loin les contributions de S. Subrahmanyam, Romain Bertrand et Karen Barkey.

51. S. SUBRAHMANYAM, *Explorations in Connected History. From the Tagus to the Ganges*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p. 11. Une démarche assez comparable est mise en œuvre par Jocelyne DAKHLIA, « La question des lieux communs. Des modèles de souveraineté dans l'islam méditerranéen », in Bernard LEPETIT (éd.), *Les formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, Paris, Albin Michel, 1995 p. 39-62.

les rhétoriques de l'altérité, qui montent en épingle les différences pour mieux conclure à l'incommensurabilité ou incompatibilité des cultures, supposées imperméables à l'hybridation. On comprend aussi, en second lieu, que l'histoire connectée s'appuie naturellement sur les jeux d'échelles, les effets de discordances qui ont une fonction de révélateur. De sorte que *microstoria* et histoire connectée ne sont nullement incompatibles ; au contraire, elles convergent dans la volonté de décloisonner en articulant le social, l'économique, le culturel et le politique, elles se rejoignent dans le souci de restituer à la fois l'épaisseur du jeu social et la globalité des échanges qui l'animent. En somme, cette histoire globale, à la recherche des connexions, interactions ou bifurcations, à différentes échelles, est bien une histoire « totale » mais « située » : elle se distingue de l'histoire totale ou de la « synthèse » de nos aînés en ce qu'elle bâtit son questionnaire depuis un point d'observation situé, qui n'est évidemment pas le point de vue de l'universel ; elle ne prétend donc pas reformuler un grand récit explicatif d'ensemble. Le vocabulaire ne doit pas induire en erreur : global ne signifie pas totalisant.

On ne trouvera pas dans les contributions rassemblées ici un programme clé en main, mais un appel à ouvrir grand les fenêtres, à voir et penser large. La mise en œuvre des pistes exposées ici suscitera à coup sûr débats et réajustements. On se méfiera bien sûr des purs effets de mode, en s'attachant plutôt à mesurer la fécondité heuristique de la démarche comme ses limites. Jean-Paul Zuniga souligne ainsi à juste titre, face à certaine fétichisation du paradigme de la « circulation », la nécessité de restituer l'horizon social des circulations étudiées, en prenant en compte très précisément les modes d'appropriation, négociation, adaptation etc., les horizons de réception, les contextes sociaux qui rendent possibles mais influencent aussi ces circulations⁵².

Le lecteur jugera. Mais à ce stade, on peut trouver encourageant, pour l'avenir de la discussion, que ces travaux d'histoire globale conduisent d'ores et déjà à une certaine reconfiguration de la division du travail scientifique : historiens, sociologue ou politiste, les contributeurs de la table ronde n'hésitent pas à bousculer les frontières disciplinaires, et à pratiquer les sciences sociales de façon « globale ».

Caroline DOUKI
 Université Paris 8
 caroline.douki@wanadoo.fr

Philippe MINARD
 IDHE-UMR 8533, CNRS-Paris 8
 et CRH-EHESS
 philippe.minard@ens.fr

52. C'est aussi le sens de l'éditorial de la rédaction des *Annales*, qui prend ouvertement ses distances avec certaines des contributions du dossier publié en 2001 (*Annales HSS*, 56-1, 2001, p. 4).